**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

N°1304010

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. B... C...

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Vergnaud
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Melun

M. Kauffmann
Rapporteur public

(10ème Chambre)

Audience du 30 mars 2015

Lecture du 13 avril 2015

Vu la requête, enregistrée le 10 mai 2013, présentée pour M. B... C..., demeurant ... à Arcueil (94110), par Me Grinholtz-Attal, avocate ; M. C... demande au tribunal :

1°) de condamner solidairement la commune d'Ivry-sur-Seine, la compagnie PNAS et le préfet du Val-de-Marne à lui verser la somme de 32 892 euros en réparation des préjudices résultant de son électrification dans les locaux du commissariat d'Ivry-sur-Seine le 18 mai 2009 ;

2°) de mettre à la charge solidaire de la commune d'Ivry-sur-Seine, de la compagnie PNAS et du préfet du Val-de-Marne une somme de 4 000 au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

3°) de condamner la commune d'Ivry-sur-Seine, la compagnie PNAS et le préfet du Val-de-Marne aux entiers dépens ;

Il soutient :

- que le 18 mai 2009, alors qu'il était en service au commissariat d'Ivry-sur-Seine en sa qualité d'adjoint de sécurité de la police nationale, il a été électrocuté en appuyant sur un interrupteur ; que la matérialité de l'accident est établi par les témoignages produits émanant de collègues présents sur les lieux ;

- que la commune d'Ivry-sur-Seine, chargée de l'entretien des locaux du commissariat, est responsable des conséquences dommageables de cet accident ; que l'interrupteur litigieux, ainsi que deux autres, ont été changés à la suite de l'accident ; que les rapports produits par la commune ne sont pas de nature à l'exonérer de sa responsabilité ; que le simple fait de recevoir

une décharge électrique en actionnant un interrupteur suffit à démontrer le caractère défailant de l'installation électrique litigieuse ;

- qu'au regard du rapport d'expertise élaboré par le docteur A..., désigné par le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, et remis le 18 novembre 2011, il est fondé à demander le versement d'une somme de 32 892 euros en réparation de ses préjudices patrimoniaux et extra patrimoniaux ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 4 novembre 2013, présenté pour la commune d'Ivry-sur-Seine représentée par son maire et la société PNAS, par Me Phelip, avocat qui conclut au rejet de la requête et demande au tribunal de mettre à la charge de M. C... une somme de 1 300 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ; ils font valoir :

- que la requête de M. C... est mal dirigée en ce qui concerne la société PNAS qui n'est pas une société d'assurance et devra donc être mise hors de cause ; que l'assureur de la commune est la société Aréas Dommages

- que la requête est irrecevable faute de faire état du fondement sur lequel la responsabilité de la commune est recherchée ;

- que M. C... n'est pas agent de la commune, mais relève du ministère de l'Intérieur puisqu'il était adjoint de sécurité de la Police nationale au moment des faits ; que la commune ne saurait donc être tenue pour responsable de l'accident de service dont il a été victime ;

- que l'interrupteur en cause n'était pas défectueux ; que la commission communale de sécurité avait procédé à une visite des locaux du commissariat le 5 février 2008, un an avant l'accident, et fait procéder, avant cette visite, à la vérification de l'installation électrique par l'organisme agréé Norisko le 19 janvier 2007 ; que cet organisme n'avait détecté aucune anomalie ;

- que dès le lendemain de l'accident, le responsable électricien du service entretien de la commune s'est rendu sur place et a établi un rapport d'intervention dans lequel il indique n'avoir constaté aucune anomalie ;

- qu'aucune explication technique n'ayant pu être trouvée, il n'est pas établi que l'accident ait été causé par l'interrupteur ; qu'aucun élément ne permet d'établir un défaut d'entretien normal de l'ouvrage et la commune n'a commis aucune faute de nature à engager sa responsabilité ;

- que dans l'hypothèse où la responsabilité de la commune serait retenue, il convient de relever que M. C... n'établit pas avoir eu recours à une tierce personne ; que ses dépenses de santé futures seront nécessairement prises en charge par son organisme de sécurité sociale ; que le calcul de la période de son déficit fonctionnel temporaire total est erroné ; que les pourcentages retenus pour les périodes de déficit fonctionnel temporaire partiel sont excessifs ; que le requérant a repris une activité professionnelle le 2 août 2009 avant de bénéficier d'un nouvel arrêt de travail, que les troubles dans les conditions d'existence sont limités et qu'une indemnité à ce titre ne saurait excéder 500 euros ; que la réparation des souffrances endurées devra être limitée à 2 000 euros ; que le taux de 10 % retenu pour le déficit fonctionnel permanent ne repose que sur les déclarations du requérant ; que la somme de 14 000 euros

demandée à ce titre est exorbitante ; que M. C... ne démontre pas la réalité de son préjudice d'agrément et qu'aucune indemnisation ne saurait lui être versée à ce titre ;

Vu le mémoire enregistré le 7 novembre 2013, présenté par la Caisse primaire d'assurance maladie du Val-de-Marne qui indique au tribunal que s'agissant d'un accident du travail géré par l'employeur de M. C..., elle n'est pas concernée par l'instance ;

Vu le mémoire, enregistré le 13 mars 2015, présenté par l'Etat, représenté par le préfet du Val-de-Marne qui conclut au rejet de la requête ; il fait valoir :

- que la requête ne comporte aucun moyen de nature à mettre en cause la responsabilité de l'Etat ; que par suite, les services de l'Etat devront être mis hors de cause ;

- que les murs du commissariat sont la propriété de la commune d'Ivry-sur-Seine, seule susceptible de voir sa responsabilité engagée ; qu'aucun élément ne permet cependant de retenir une quelconque négligence de sa part ; que la requête n'est dès lors pas fondée ;

- qu'en tout état de cause, aucune faute ne peut être retenue à l'encontre des services de l'Etat ; que la déclaration de l'accident a été effectuée par arrêté du 28 septembre 2009 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 mars 2015 ;

- le rapport de Mme Vergnaud, premier conseiller ;

- les conclusions de M. Kauffmann, rapporteur public ;

1. Considérant qu'il résulte de l'instruction que le 18 mai 2009, M. C..., alors qu'il était en service au commissariat d'Ivry-sur-Seine en sa qualité d'adjoint de sécurité de la police nationale, a été victime d'un accident par électrisation en appuyant sur un interrupteur ; qu'il estime que son accident est lié à la défektivité des installations électriques du commissariat et demande en conséquence au tribunal de condamner solidairement la commune d'Ivry-sur-Seine, la Paris Nord Assurances Services (PNAS) et le préfet du Val-de-Marne à réparer les préjudices qui en ont résulté ;

Sur les mises hors de cause :

2. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la société PNAS est un courtier en assurances, ainsi qu'en atteste l'extrait K bis du 4 janvier 2008 versé aux débats, et qu'elle n'est

pas l'assureur de la commune d'Ivry-sur-Seine ; que par suite il convient de la mettre hors de cause ;

3. Considérant que M. C... ne fait valoir aucun moyen de nature à mettre en cause la responsabilité de l'État ; qu'il ne résulte pas de l'instruction que la responsabilité sans faute de l'Etat puisse être engagée ; que par suite les services de l'Etat doivent être mis hors de cause ;

Sur la fin de non-recevoir opposée par la commune d'Ivry-sur-Seine :

4. Considérant, en premier lieu, qu'aux termes de l'article R. 411-1 du code de justice administrative : « *La juridiction est saisie par requête. La requête indique les noms et domicile des parties. Elle contient l'exposé des faits et moyens ainsi que l'énoncé des conclusions soumises au juge. L'auteur d'une requête ne contenant l'exposé d'aucun moyen ne peut la régulariser par le dépôt d'un mémoire exposant un ou plusieurs moyens que jusqu'à l'expiration du délai de recours* » ;

5. Considérant que M. C..., qui met en cause le caractère défaillant de l'installation électrique des locaux du commissariat d'Ivry-sur-Seine, dont il n'est pas contesté que la commune d'Ivry-sur-Seine est propriétaire, doit être regardé comme invoquant la responsabilité du propriétaire des lieux à raison d'un défaut d'entretien des locaux dont il a la charge ; que par suite, la fin de non-recevoir opposée par la commune d'Ivry-sur-Seine tirée de ce que sa responsabilité ne saurait être engagée en raison de la qualité d'agent de l'état de la victime doit être écartée ;

Sur la responsabilité de la commune d'Ivry-sur-Seine :

6. Considérant que les dispositions qui instituent, en faveur des fonctionnaires victimes d'accidents de service ou de maladies professionnelles, une rente d'invalidité en cas de mise à la retraite et une allocation temporaire d'invalidité en cas de maintien en activité déterminent forfaitairement la réparation à laquelle les intéressés peuvent prétendre, au titre des conséquences patrimoniales de l'atteinte à l'intégrité physique, dans le cadre de l'obligation qui incombe aux collectivités publiques de garantir leurs agents contre les risques qu'ils peuvent courir dans l'exercice de leurs fonctions ; qu'elles ne font, en revanche, pas obstacle à ce qu'une action de droit commun pouvant aboutir à la réparation intégrale de l'ensemble du dommage soit engagée contre une collectivité, en sa qualité de maître de l'ouvrage, dans le cas notamment où l'accident ou la maladie serait imputable à l'état d'un ouvrage public dont l'entretien lui incomberait ;

7. Considérant que s'il résulte de l'instruction que M. C..., adjoint de sécurité de la police nationale, a été électrisé dans les locaux du commissariat d'Ivry-sur-Seine et que l'accident dont il a été victime a été reconnu comme imputable au service par arrêté du préfet de police du 28 septembre 2009, les principes susmentionnés ne font pas obstacle à ce qu'il obtienne réparation de l'intégralité de ses dommages par la commune d'Ivry-sur-Seine sur le fondement de la responsabilité imputable au maître de l'ouvrage ;

8. Considérant que les personnels des services publics ont la qualité d'usagers des locaux au sein desquels ils exercent leurs fonctions ; qu'il appartient à l'usager, victime d'un dommage survenu sur un ouvrage public, de rapporter la preuve du lien de cause à effet entre l'ouvrage public et le dommage dont il se plaint ; que la collectivité en charge de l'ouvrage

public doit alors, pour s'exonérer de sa responsabilité, établir la preuve de l'entretien normal de l'ouvrage ou que le dommage est imputable à la faute de la victime ou à la force majeure ;

9. Considérant qu'il résulte de l'instruction, et notamment des témoignages joints à la déclaration d'accident du 19 mai 2009, que M. C... a été victime d'un accident par électrisation en posant la main sur un interrupteur dans les locaux du commissariat d'Ivry-sur-Seine ; que le simple fait de poser la main sur un interrupteur ne pouvant, dans des conditions de fonctionnement de marche, donner lieu à de telles conséquences ; que le lien de causalité entre l'ouvrage public et les dommages résultant pour l'agent de cet accident est établi ; que la commune d'Ivry-sur-Seine se borne à faire valoir que l'interrupteur en cause n'était pas défectueux et qu'aucune défaillance des installations électriques du commissariat n'a été démontrée ; qu'elle se réfère à un rapport de vérification des installations électriques établi par l'organisme agréé Norisko en date du 9 janvier 2007, soit deux ans avant la date de l'incident et qui n'est pas produit à l'instance, au procès verbal de la commission communale de sécurité du 5 février 2008 émettant un avis favorable à la poursuite de l'exploitation des locaux et à un rapport établi par un agent des services techniques de la commune ayant procédé à un contrôle sur place le lendemain de l'accident ; que ces éléments ne peuvent être considérés comme justifiant de l'entretien normal et régulier des installations électriques des locaux dans lesquels les services du commissariat de police sont hébergés ; que dans ces circonstances, M. C... est fondé à soutenir que la responsabilité de la commune d'Ivry-sur-Seine est engagée dans la survenance de l'accident dont il a été victime ;

Sur les préjudices :

10. Considérant que M. C... est fondé d'être indemnisé de l'ensemble des préjudices patrimoniaux et personnels résultant de l'accident dont il a été victime, dans la mesure toutefois où ceux-ci ne sont pas réparés par les prestations qui lui ont déjà été accordées ;

En ce qui concerne les préjudices patrimoniaux :

11. Considérant que si le rapport d'expertise en date du 18 novembre 2011 mentionne que M. C... s'est vu prescrire une assistance d'une tierce personne à raison de 2 heures par jour cinq jours sur sept pour une durée d'un mois à compter du 4 juin 2009, le requérant n'établit cependant pas avoir engagé de dépenses à ce titre ; que dans ces conditions la réparation de ce chef de préjudice ne pourra qu'être écartée ;

12. Considérant que si le rapport d'expertise mentionne que la persistance des symptômes d'une névrose post-traumatique nécessite la poursuite d'un suivi psychiatrique à raison d'une consultation trimestrielle pendant trois ans, M. C... ne justifie ni avoir engagé de dépenses à raison de ce suivi, ni que de telles dépenses seraient restées à sa charge ; que, par suite, l'indemnisation demandée à ce titre ne pourra qu'être écartée ;

En ce qui concerne les préjudices extra patrimoniaux :

13. Considérant qu'il ressort du rapport d'expertise que l'état de santé de M. C... peut être considéré comme consolidé à la date du 18 mai 2010 ; qu'il a subi un déficit fonctionnel temporaire total du 18 au 28 mai 2009 puis du 22 septembre au 13 octobre 2010 ; qu'il a subi un déficit fonctionnel temporaire partiel à hauteur de 50 % du 28 mai au 2 août 2009, à hauteur 40 % pour les périodes du 3 septembre au 29 septembre 2009 et du 14 octobre 2009 au 2 janvier 2010, à hauteur de 30 % pour la période du 3 août 2009 au 2 septembre 2009 et à hauteur de

20 % du 3 janvier au 18 mai 2010 ; qu'il subi un déficit fonctionnel permanent de 10 % à raison du syndrome post-traumatique dont il souffre et qu'il était âgé de 26 ans à la date de consolidation ; que si M. C... soutient avoir subi un préjudice d'agrément relatif à son incapacité à poursuivre des activités sportives et de loisirs normales, il ne produit aucun élément de nature à établir la réalité de ce préjudice ; qu'au surplus le rapport d'expertise mentionne qu'il pratique l'équitation ; que par suite, il sera fait une juste évaluation des troubles de toute nature dans les conditions d'existence de M. C... en lui allouant une somme de 14 000 euros ;

14. Considérant que l'expert a évalué les souffrances endurées par M. C... à un taux de 3 sur une échelle de 7 ; qu'il sera fait une juste évaluation du préjudice subi par M. C... en lui allouant une somme de 2 000 euros ;

15. Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu de condamner la commune d'Ivry-sur-Seine à verser une somme de 16 000 euros à M. C... en réparation des préjudices subis par ce dernier ;

Sur les conclusions présentées au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

16. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : « Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation » ;

17. Considérant que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de mettre à la charge de la commune d'Ivry-sur-Seine une somme de 2 000 euros à verser à M. C... au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens ; qu'en revanche, les conclusions présentées par la commune d'Ivry-sur-Seine sur le fondement des dispositions précitées ne peuvent qu'être rejetées ;

D E C I D E :

Article 1er : L'Etat (préfet du val-de marne) et la société PNAS sont mis hors de cause.

Article 2 : La Commune d'Ivry-sur-Seine est condamnée à verser à M. C... une somme de 16 000 euros.

Article 3 : La Commune d'Ivry-sur-Seine versera à M. C... une somme de 2 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête et les conclusions présentées par la commune d'Ivry-sur-Seine sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetés.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. B... C..., au maire de la commune d'Ivry-sur-Seine, à la société PNAS et au préfet du Val-de-Marne.

Délibéré après l'audience du 30 mars 2015, à laquelle siégeaient :

M. Ladreyt, président,
Mme Lorenté-Willem, premier conseiller,
Mme Vergnaud, premier conseiller,

Lu en audience publique le 13 avril 2015.

Le rapporteur,

Le président,

E. VERGNAUD

JP. LADREYT

Le greffier,

C. KIFFER

La République mande et ordonne au préfet du Val-de-Marne en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme
Le greffier,

C. KIFFER